



Allocution

de

**Gordon M. Nixon
Président et chef de la direction**

à la

**143^e assemblée annuelle de la
Banque Royale du Canada**

**Toronto
1^{er} mars 2012**

L'exposé peut s'écarter du texte

AVIS DE NON RESPONSABILITÉ

Les notes d'allocation qui suivent et la webémission sont FOURNIES à titre d'information seulement et ne sont à jour qu'au moment de leur affichage à la date de la webémission. Elles peuvent donc en tout temps s'avérer périmées. À moins que la loi ne l'exige, nous n'assumons aucune responsabilité quant à la mise à jour de ces renseignements, que ce soit à la suite de l'obtention de nouveaux renseignements, d'un quelconque événement ou autrement.

Ces notes d'allocation ne constituent pas une transcription du contenu de la webémission et pourraient ne pas refléter les commentaires émis pendant ladite webémission. La webémission demeurera disponible jusqu'au 1^{er} juin 2011 sur le site Web de la Banque Royale du Canada (« nous » ou « notre ») à l'adresse www.rbc.com/investisseurs/ir_events_presentations.html.

Nous n'assumons aucune responsabilité à l'égard de tout placement ou de toute autre décision fondée sur l'information obtenue par l'intermédiaire de notre site Web ou de ces notes d'allocation. On conseille aux investisseurs de se reporter à la webémission et de consulter les documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation ainsi que de la United States Securities and Exchange Commission (« SEC ») avant de prendre toute décision de placement ou autre décision.

MISE EN GARDE CONCERNANT LES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

À l'occasion, nous faisons, verbalement ou par écrit, des déclarations prospectives au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les « règles d'exonération » de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis et de toute loi sur les valeurs mobilières applicable au Canada. Nous pouvons faire de telles déclarations prospectives dans cette présentation de l'Assemblée annuelle des détenteurs d'action ordinaires, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives contenues dans cette présentation comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations concernant nos objectifs stratégiques et les perspectives économiques pour 2012 pour chacun de nos secteurs d'exploitation. L'information prospective contenue dans cette présentation est fournie afin d'aider les détenteurs de nos titres à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes qui prennent fin à ces dates, ainsi que nos objectifs stratégiques, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « soupçonner », « perspectives », « croire », « projeter », « prévoir », « anticiper » et « estimer », « s'attendre », « se proposer » et l'emploi du conditionnel et du futur ainsi que les mots et expressions semblables visent à dénoter des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives reposent sur des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques pouvant faire que les prédictions, prévisions, projections et conclusions s'avèrent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, et que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas. Nous déconseillons aux lecteurs de se fier indûment à ces déclarations, puisque nos résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de facteurs de risques. Ces facteurs – dont plusieurs échappent à notre contrôle et dont les effets peuvent être difficiles à prévoir – comprennent : les risques de crédit, du marché, opérationnels, de liquidité et de financement, et d'autres risques expliqués à la rubrique Gestion du risque de notre rapport annuel de 2011 de même que de notre rapport aux actionnaires du premier trimestre de 2012 ; la conjoncture commerciale, économique et financière générale au Canada, aux États-Unis et dans les autres pays où nous exerçons nos activités, y compris les effets de la crise des dettes souveraines en Europe et la décote, par Standard & Poor's, des créances souveraines à long terme des États-Unis ; les changements apportés aux normes, aux politiques et aux estimations comptables, y compris les modifications apportées à nos estimations relatives aux provisions, aux dotations aux provisions et aux évaluations ; l'incidence des modifications des politiques gouvernementales fiscales, monétaires et autres ; l'incidence des modifications et des nouvelles interprétations apportées aux lignes directrices sur le ratio des fonds propres ajusté pour le risque et sur les liquidités ; l'incidence des modifications apportées aux lois et à la réglementation, y compris celles se rapportant au système de traitement des paiements au Canada, à la protection des consommateurs, à la *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act* et à la réglementation qui sera adoptée en vertu de cette loi ; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités ; notre capacité d'attirer et de retenir des employés ; les décisions judiciaires et réglementaires et les actions en justice ; l'exactitude et l'intégralité des renseignements concernant nos clients et contreparties ; notre capacité de réussir la mise en œuvre de nos stratégies ainsi que de mener à terme des acquisitions stratégiques et des coentreprises et de les intégrer avec succès ; le développement et l'intégration de nos réseaux de distribution ; et l'incidence des enjeux environnementaux.

Nous avisons les lecteurs que la liste des facteurs de risque qui précède n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient avoir un effet négatif sur nos résultats. Les personnes, et notamment les investisseurs, qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres faits et incertitudes. À moins que la loi ne l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis aux rubriques Gestion du risque et Aperçu d'autres risques de notre rapport annuel de 2011 de même qu'à la rubrique Gestion du risque de notre rapport aux actionnaires du premier trimestre de 2012.

Les renseignements contenus dans les sites Web mentionnés, ou accessibles par leur intermédiaire, ne font pas partie de cette présentation. Les références aux sites Web contenues dans cette présentation sont des références textuelles inactives fournies à titre indicatif seulement.

Bonjour Mesdames, bonjour Messieurs. Bienvenue à votre assemblée annuelle. Je suis très heureux de vous faire part des résultats de notre premier trimestre et de passer rapidement en revue notre rendement en 2011.

Mais tout d'abord, j'aimerais décrire le contexte dans lequel nous avons évolué. Je crois que c'est important de le faire parce que la réussite de RBC – ici, au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et de plus en plus en Asie – illustre la vigueur et le potentiel du Canada, toujours présents. Ces caractéristiques nous démarquent alors que beaucoup de pays industrialisés succombent et contribuent tout à la fois à la morosité de l'économie mondiale.

Chez notre voisin du Sud, bien qu'apparaissent quelques premiers signes d'un rétablissement, d'importants problèmes structurels doivent être résolus. Près de 13 millions d'Américains sont sans travail et l'État fédéral est aux prises avec une dette croissante et intenable, voit évoluer son rôle dans le monde, est frappé de paralysie politique et approche d'une élection dans laquelle ses citoyens débattront de certaines de leurs valeurs fondamentales au sujet des responsabilités et des droits individuels.

Et en Europe, les problèmes demeurent importants – taux de chômage atteignant des niveaux records dans beaucoup de pays, chômage omniprésent des jeunes et agitation sociale devant des choix difficiles et des décisions plus difficiles encore.

Nous suivons la situation en Europe de près. Nous espérons que les efforts pour stabiliser l'euro permettront de circonscrire les problèmes actuels et d'éviter un éclatement anarchique. Et nous revoyons continuellement les scénarios possibles pour la zone euro afin de pouvoir répondre rapidement à ce qui pourrait se passer.

Ajoutez au bouillonnement des conflits politiques, sociaux et religieux les difficultés économiques du monde, et tous les ingrédients sont réunis pour plonger notre planète dans une époque inquiétante. Même chez nous, dans ce que je considère comme le pays où il fait le mieux vivre au monde, nous avons à relever d'importants défis parvenus à différents stades de développement.

Il suffit d'un quart d'heure devant une chaîne d'information canadienne pour voir s'allonger la liste des enjeux qui vont du logement des Premières nations au débat sur les pipelines de pétrole et de gaz en passant par l'épargne-retraite et le sous-financement des caisses, la hausse de l'endettement des consommateurs, les niveaux de productivité canadiens et les difficultés des immigrants à trouver du travail et à obtenir l'équité salariale. Les problèmes sont nombreux, les débats aussi.

Et quoi qu'on pense du mouvement « Occupons », celui-ci a attiré l'attention non seulement sur la question de la disparité des revenus, mais aussi sur l'étau qui se resserre autour de la classe moyenne. Or nous, dans le monde des affaires, devons trouver le moyen d'être une partie de la solution aux enjeux sociaux et structurels, sous peine de devenir une partie du problème.

Malgré tout, je demeure intimement convaincu que cette décennie est la décennie du Canada. Nous avons démontré que nous sommes un pays plein de ressort, mesuré et bien géré ; un pays qui a donné naissance à l'un des secteurs des services financiers les plus forts et les plus stables au monde.

Notre pays est riche en ressources naturelles, dit-on; or, ces ressources, ce sont bien plus que le pétrole et le gaz, les minéraux et les forêts. C'est aussi une population très compétente et éduquée, qui offre aux employeurs des perspectives et des idées diversifiées et internationales grâce à une politique d'immigration progressiste. Cela se traduit par des collectivités florissantes, dans lesquelles le soutien aux arts, aux sports, aux questions cruciales pour notre bien-être futur comme l'eau et la santé mentale des enfants est autant le fait des particuliers que des entreprises.

Globalement, la réputation du Canada a grandi – en tant que pays, en tant que lieu sûr pour l'investissement et en tant que berceau d'un système de services financiers solide. Je voyage beaucoup et je peux vous dire qu'être du Canada n'a jamais été considéré plus positivement. Franchement, être Canadien c'est bien vu. Sur une planète dans laquelle les institutions financières mondiales s'affairent à alléger leurs dettes et où beaucoup se rabattent sur leur marché intérieur, nous avons la chance d'être du Canada.

Cela a rendu la tâche d'offrir les atouts de RBC à des clients potentiels hors de nos frontières beaucoup plus intéressante. RBC est une banque forte d'un pays fort. Ainsi, malgré les difficultés mondiales et intérieures, nous pouvons considérer que notre verre est à moitié vide ou à moitié plein. Moi, je choisis de le voir à moitié plein.

Nous avons fait de notre vigueur à l'intérieur de nos frontières un tremplin, et nous ne sommes pas seulement la plus grande banque au Canada, mais aussi la dixième banque au monde par la capitalisation boursière. Nous ne sommes pas seulement grands, nous sommes aussi forts, grâce à des activités bien diversifiées, à des fonds propres solides et à un bilan très liquide.

C'est cette vigueur financière et notre réputation d'intégrité et de stabilité qui nous ont permis de continuer d'investir dans la croissance, alors même que la réglementation change et que la volatilité boursière a redéfini le marché.

À cet égard :

- nous avons continué d'investir dans de nouvelles technologies pour répondre aux besoins des clients qui évoluent ;
- nous avons profité de notre échelle de grandeur pour accroître l'efficacité afin d'offrir des prix concurrentiels, même dans un contexte de taux d'intérêt bas ;
- nous avons utilisé notre bilan solide pour soutenir nos clients, alors que beaucoup de concurrents en ont été incapables ;
- et nous avons continué d'attirer de grands talents et un effectif diversifié pour combler les besoins de nos clients en les comprenant mieux et en leur donnant de meilleurs conseils.

Nos résultats de ce trimestre démontrent une fois de plus la force de notre stratégie à long terme qui consiste à tirer environ les trois quarts de nos revenus du secteur détail et le reste du secteur de gros. À l'avenir, et sur la base de notre plan à long terme, nos plateformes de détail devraient afficher une croissance solide et, si nous nous attendons à ce que l'apport des Marchés des Capitaux demeure vigoureux et en croissance, nous prévoyons que le pourcentage de notre résultat global que représentent les revenus tirés du secteur de gros baisse pour s'établir autour de 20 pour cent. Nous croyons que c'est la bonne combinaison, non seulement sous l'angle du bénéfice, mais aussi sous celui de la diversification des risques.

Je souligne cela parce que, comme vous le savez sans doute, Moody's a récemment entrepris de revoir notre cote de crédit à long terme en même temps que celle de 16 autres sociétés, simplement parce qu'il est considéré que nous menons des activités importantes sur les marchés des capitaux mondiaux. À notre avis, cet examen est motivé par notre rentabilité et notre succès dans ce secteur, plutôt que par des préoccupations précises ayant trait à notre rendement ou à notre profil de risque.

Notre cote de crédit et nos fonds propres figurent parmi les plus forts de toutes les banques au monde et, au cours des trois dernières années, la division Marchés des Capitaux a continuellement été rentable en dégagant des résultats élevés – ce qui n'est pas vrai de certaines autres grandes banques du monde ni même de toutes les autres banques canadiennes. Nos activités de gros correspondent à la simple moyenne de notre secteur au Canada et sont très inférieures à celles des autres grandes banques faisant, elles aussi, l'objet de cet examen.

Nous comptons sur les discussions avec Moody's pendant la période de révision pour l'aider à comprendre clairement notre entreprise aujourd'hui et les mesures que nous avons prises ces dernières années pour optimiser notre bilan, réduire les risques et nous adapter aux changements structurels et réglementaires sur le marché.

Nous avons maintenu le cap de notre stratégie qui consiste à bâtir une banque universelle au Canada jouissant d'une position de premier plan sur le marché et à développer sélectivement des branches de premier ordre, concurrentielles à l'échelle mondiale, pour servir les grandes entreprises, les investisseurs institutionnels et des clients fortunés.

Notre stratégie nous a donné ce qui manque à beaucoup de banques du monde aujourd'hui : la souplesse. Nous pouvons déployer notre solide capital de multiples façons pour servir le mieux nos actionnaires. Nous pouvons continuer d'investir dans nos activités existantes afin de conforter encore notre rang de chef de file. Nous pouvons redistribuer du capital par des rachats d'actions ou le versement de dividendes, comme nous l'avons démontré. Nous pourrions aussi profiter des turbulences économiques et de la dislocation du marché pour procéder à des acquisitions stratégiques. Notre objectif est de trouver le bon équilibre entre toutes ces options. Cette souplesse est un important avantage sur nos concurrents.

Au chapitre des rendements, nous continuons, à moyen terme, de dépasser nos concurrents mondiaux par les rendements totaux pour nos actionnaires. Notre rendement total annuel pour les actionnaires des cinq dernières années nous classe dans le premier quartile.

En 2011, nos activités poursuivies ont rapporté des résultats records, notamment dans les secteurs Services bancaires canadiens, Gestion de patrimoine et Assurances, tandis que les services à la grande entreprise et services de banque d'investissement du secteur Marchés des Capitaux affichaient une croissance vigoureuse. Nous avons continué à consolider notre position de tête au Canada et à accroître sélectivement notre présence à l'échelle internationale.

En 2011, nous avons annoncé la vente d'activités qui ne répondaient pas à nos objectifs de rendement, notamment nos services bancaires de détail aux États-Unis. Nous avons pris ces décisions en accord avec notre engagement à utiliser notre capital là où nous pouvons dégager les meilleurs rendements. Dans notre secteur Marchés des Capitaux, nous avons réduit certaines activités de négociation et privilégié la croissance de notre unité de banque d'investissement au risque moins grand et moins capitalistique.

Je tiens par ailleurs à préciser que nous avons été tenus d'adopter les Normes internationales d'information financière (normes IFRS) à partir de l'exercice 2012, et que nos résultats comparatifs de 2011 ont aussi été fournis conformément à ces normes IFRS. Ces nouvelles normes faciliteront la comparaison de nos résultats à ceux d'autres institutions financières mondiales.

En 2011, nous avons tiré un bénéfice net record des activités poursuivies de 7 milliards de dollars pendant l'exercice selon les IFRS. Le bénéfice dilué par action est ressorti à 4,55 \$, et le rendement du capital au titre des actions ordinaires, à 20,3 pour cent.

Sur la base des activités poursuivies, nous avons atteint voire dépassé tous nos objectifs financiers à moyen terme et nous avons augmenté notre dividende trimestriel de 8 pour cent.

En chiffres consolidés, nos résultats, toujours selon les IFRS, représentaient un bénéfice net de 6,4 milliards de dollars, un bénéfice dilué par action de 4,19 \$ et un rendement des capitaux propres de 18,7 pour cent.

En 2011, notre secteur Services bancaires canadiens s'est distingué par ses résultats records, la croissance globale des volumes plus rapide que celle de toute autre banque canadienne et le classement au premier ou au deuxième rang du marché dans toutes les catégories de produits destinés aux consommateurs et aux entreprises. Ce secteur a remporté de nombreux prix pour le service à la clientèle au cours de l'exercice et a été le premier à lancer des applications bancaires mobiles entièrement intégrées pour toutes les plateformes. Nous continuerons d'y investir pour maintenir les conseils et les produits sans pareils que nous offrons à nos clients, particuliers et entreprises.

RBC Gestion de Patrimoine a grandi au point d'être le sixième gestionnaire de patrimoine au monde par les actifs de ses clients, le cinquième par les revenus et le quatrième par les profits. Nous continuons de nous concentrer sur une croissance rentable aux États-Unis où nous sommes le sixième gestionnaire de patrimoine offrant tous les services et de développer nos activités au Royaume-Uni et sur les marchés émergents. Au Canada, nous sommes de loin le premier gestionnaire et nous nous concentrons sur l'extension de notre position de chef de file auprès des investisseurs disposant d'un avoir net élevé, grâce à nos capacités mondiales et à la collaboration dans l'ensemble de RBC. De plus, au cours des huit dernières années, notre secteur de gestion de patrimoine a dépassé 20 pour cent des ventes nettes de toute l'industrie de fonds communs de placement à long terme au Canada.

RBC Assurances a réalisé un bénéfice record et une croissance solide de ses activités au cours de l'exercice et continue de remporter des prix de qualité du service de nos clients et de nos agents.

Dans les Antilles, nous entreprenons une vaste réorganisation. Nous y avons une marque solide et bâtissons une entreprise forte pour pouvoir profiter des occasions à long terme.

RBC Dexia Investor Services, que nous détenons à 50 pour cent en coentreprise, se classe parmi les 10 principaux dépositaires mondiaux, offrant des services à une base diversifiée de clients institutionnels et d'entreprises dans 15 pays. Au cours du dernier exercice, RBC Dexia a poursuivi la mise en œuvre de sa stratégie de croissance et a élargi sa gamme de produits et de services. Cette entreprise est bien placée pour tirer parti des tendances démographiques à long terme qui annoncent une expansion de la gestion de patrimoine dans le monde entier.

Nous demeurons engagés à l'égard du secteur des services aux investisseurs, qui est très complémentaire et qui convient à notre stratégie à long terme. Comme il a déjà été annoncé, nous poursuivons nos discussions avec notre partenaire et avons bon espoir de les voir porter bientôt des fruits.

Notre secteur Marchés des Capitaux s'est classé au 11^e rang dans le monde par les honoraires, alors qu'il était au 14^e l'an dernier. Pour la deuxième année de suite, nous avons été reconnus comme première équipe de recherche en matière de titres de participation canadiens et avons été désignés premier preneur ferme au Canada sur les marchés des capitaux d'emprunt et de participation combinés par le National Post. La majeure partie de notre réussite à ce chapitre est imputable au marché nord-américain. Nos investissements passés dans nos activités américaines portent fruit et nous avons élargi avec succès notre couverture sectorielle, nos activités de prêt à la grande entreprise, nos relations clients et nos mandats. Globalement, notre équipe de banque d'investissement a continué d'accumuler des parts de marché et d'obtenir d'importants mandats mondiaux dans toutes les régions. En dehors de notre marché canadien, nous nous concentrons sur les secteurs dans lesquels nous avons des avantages concurrentiels, notamment le marché mondial de l'extraction minière, de l'énergie et des infrastructures. En Europe, nous continuons de remporter des prix dans les domaines du crédit, du change et des infrastructures.

Pour en venir à nos résultats du premier trimestre que nous avons publiés ce matin, nous avons réalisé un très bon début d'exercice 2012 avec un bénéfice trimestriel des activités poursuivies de plus de 1,8 milliards de dollars, en hausse de 17 pour cent par rapport au trimestre précédent.

Nous avons établi un record ce trimestre dans les Services bancaires canadiens avec un bénéfice de près de 1 milliard de dollars ainsi que des résultats solides dans les Marchés des Capitaux et le maintien de la vigueur dans les Assurances et la Gestion de patrimoine.

Nous affichons un ratio du capital de première catégorie solide de 12,2 pour cent et un ratio du capital-actions ordinaires de première catégorie de 9,6 pour cent.

J'ai aussi le plaisir de vous dire qu'aujourd'hui nous avons annoncé une augmentation de 3 cents soit de 6 pour cent de notre dividende, ce qui porte le dividende trimestriel à 57 cents par action.

Nos perspectives pour RBC dans l'année à venir sont optimistes. Nous ne doutons pas que RBC s'est bien positionnée pour croître et prospérer dans un contexte difficile.

Dans les Services bancaires canadiens, nous voulons continuer de dépasser l'industrie de 25 pour cent. Nous utilisons au mieux notre réseau de distribution et notre effectif de vente mobile – le plus important du pays – pour multiplier les ventes croisées et profiter de notre échelle de grandeur pour comprimer les coûts et améliorer l'efficacité.

Nous investissons dans de nouvelles solutions numériques et de nouveaux modes de prestation et de conseil pour rester une ressource sans égale pour des solutions et des conseils financiers. Cela comprend notre concept de succursale de services au détail qui offre une nouvelle manière d'assurer la prestation de services bancaires dans un cadre hybride de commerce de détail et de services financiers qui est le meilleur de sa catégorie.

Les prix de l'immobilier résidentiel et l'endettement des consommateurs font beaucoup parler d'eux dernièrement au Canada. Nous suivons cette situation de près et sommes satisfaits du positionnement de nos portefeuilles du secteur détail. Globalement, nous croyons que le marché immobilier résidentiel canadien demeure raisonnablement bien portant. L'augmentation annuelle des prix du logement au cours des dernières années ne sort pas de la fourchette historique à long terme, la possibilité d'accession à la propriété se maintient à des niveaux raisonnables dans la plupart des marchés, et nous estimons que nos normes en matière d'octroi de financement sont solides.

En ce qui concerne l'endettement des consommateurs, certes les chiffres absolus semblent élevés si on se fie aux normes historiques, mais il est important de se rappeler que les ratios de service de la dette des consommateurs restent bien calés dans notre fourchette historique et normalisée et indiquent clairement que nos clients ont la capacité d'honorer leurs obligations. Nous continuons de surveiller ces questions de très près.

Le secteur de Gestion de patrimoine demeure en butte à des marchés adverses et à la faiblesse continue des taux d'intérêt, mais il est très bien placé pour mettre en application sa stratégie de croissance au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et sur les marchés émergents.

Dans les Assurances, nous continuons d'offrir un service de pointe et une gamme étendue de produits qui répondent aux besoins de nos clients. Le secteur de l'assurance est en plein essor, et il représente, de plus en plus, une portion significative de notre offre de services de détail et diversifie nos résultats.

Dans les Services bancaires internationaux, nous renforçons nos entreprises pour profiter de rendements potentiels à long terme intéressants. Nous prévoyons la conclusion de la vente de nos activités bancaires de détail outre-frontière demain. Nous avons lancé une nouvelle plateforme transfrontière pour continuer de répondre aux besoins bancaires des Canadiens aux États-Unis, et ces activités offrent aussi une bonne occasion de croissance.

RBC Marchés des Capitaux est bien placée pour remporter des marchés en s'appuyant sur notre bilan solide et notre stabilité financière pour multiplier nos relations clients et augmenter les mandats. Nous avons continué d'ajouter des noms de qualité à notre portefeuille de prêts bancaires et notre liste de projets de services bancaires d'investissement demeure longue.

Bref, nous abordons 2012 en bonne posture pour faire croître nos résultats et tirer parti des occasions qui se présenteront tout en nous permettant de gérer le risque. Nous avons pris un bon départ.

En ce qui concerne la réglementation, j'aimerais affirmer une fois de plus une conviction que j'exprime depuis que la crise financière a commencé, il y a quatre ans. Si assurer la sécurité et la sûreté du système bancaire mondial est un objectif crucial, il n'est pas pertinent de loger toutes les banques à la même enseigne. Il existe des différences importantes de rendement, de gouvernance et de gestion du risque.

Réglementer en fonction du plus petit dénominateur commun signifie que toutes les banques et tous les marchés paieront pour les erreurs commises dans certains territoires et par certaines institutions, que toutes les sociétés et industries verront réduire leur accès au capital, et que tous les consommateurs devront en porter le coût ultime. Les sociétés de services financiers ont pour vocation de gérer le risque : c'est le cœur même de nos activités. Certaines banques

et certains territoires le font mieux que d'autres. Éviter les coûts des mauvaises décisions d'hier en bridant la capacité de toutes les banques de créer de la valeur par leur capital et leur savoir-faire peut entraîner de nouveaux coûts et de nouveaux risques pour la reprise économique mondiale.

J'en prends pour exemple la Règle Volker. Nous partageons la crainte non négligeable que cette législation puisse avoir un effet négatif sur nos marchés canadiens, notamment sur la capacité des sociétés d'accéder à du capital et, pour les institutions financières canadiennes et les gouvernements canadiens de gérer efficacement leur liquidité et leurs besoins de financement. Les organismes de réglementation étrangers ne devraient tout simplement pas avoir ce genre de portée extraterritoriale.

Les règles, telles qu'elles sont conçues actuellement, auront également des conséquences non voulues graves pour toutes les banques étrangères évoluant aux États-Unis. À terme, j'estime qu'elles affecteront les marchés des capitaux américains et la croissance économique des États-Unis.

De plus, je crois que les nouvelles règles de Bâle, même si elles sont bien intentionnées, auront des conséquences qui pourraient augmenter plutôt que diminuer le risque systémique. Il est extrêmement important d'éviter d'avoir à réaliser rétrospectivement, dans les prochaines années, que la politique réglementaire a été un obstacle et un facteur d'instabilité, plutôt qu'un facteur de facilitation et une source de solidité financière.

Il est important que nous assumions un rôle de chef de file dans ces dossiers. Nous continuerons de collaborer activement avec les autorités gouvernementales et de réglementation parce que nous soutenons les réformes financières qui créent une meilleure transparence, des normes de capital et de liquidité plus solides, des risques réduits et une plus grande stabilité financière. Nous avons aussi besoin, toutefois, de politiques qui continuent de soutenir la circulation des capitaux et la croissance économique, sans créer des désavantages injustes pour certains territoires.

Et enfin, il conviendrait de mettre davantage l'accent sur la réglementation bancaire nationale, des marchés et individuelle, une formule qui a bien fonctionné dans notre pays.

Une chose est sûre : le secteur bancaire entre dans un nouvel environnement qui obligera les banques à s'adapter – un environnement caractérisé par une plus grande réglementation, une conjoncture économique plus difficile et probablement de faibles taux d'intérêt. Mais nous sommes convaincus que RBC est bien placée pour réussir.

Les banques fortes comme RBC s'adapteront aux nouvelles règles, saisiront les nouvelles occasions et dégageront des taux de rendement supérieurs.

Nous nous sommes fixé des normes élevées, pas seulement en termes d'objectifs de croissance stratégique et de rendement financier, mais aussi de responsabilité sociale d'entreprise. Nous nous attachons à soutenir les causes dans lesquelles nous pouvons avoir une incidence significative et à long terme.

Nous savons que nos clients et nos collectivités attendent aussi cela de nous. Ils s'attendent à ce que les sociétés avec lesquelles ils font affaire soient des entreprises citoyennes bien en vue. Nous continuerons de multiplier nos efforts pour répondre à leurs attentes.

Vous voyez derrière moi les points saillants de la participation de RBC aux indices de durabilité mondiale ainsi que les distinctions que nous avons obtenues comme employeur de choix. La mobilisation forte de nos employés continue d'être un des moteurs de notre réussite.

En 2007, RBC a créé le Projet Eau Bleue RBC. Nous en sommes maintenant à la cinquième année d'un programme de dons de 50 millions de dollars pour aider les populations à avoir accès à de l'eau potable.

Le projet Santé mentale des enfants de RBC a distribué près de 10 millions de dollars depuis 2008 à des organismes qui ont pour vocation d'assurer une intervention précoce, de sensibiliser le public et de réduire la stigmatisation de la maladie mentale.

Et je suis très fier de notre récent lancement du Fonds Impact RBC qui fournira 10 millions de dollars de capital pour aider à financer des projets par des organismes et des entrepreneurs s'attaquant à des problèmes sociaux et environnementaux. Nous espérons que ce fonds saura inspirer d'autres organismes à faire des investissements semblables et, partant, contribuer à la prochaine vague d'innovation et de croissance de la productivité.

Notre rendement régulièrement supérieur, notre attachement à être une entreprise citoyenne et notre engagement envers les collectivités dans lesquelles nous vivons et travaillons ainsi que la concentration sans relâche de nos employés sur nos clients ont continué de développer la notoriété de notre marque et de stimuler notre croissance.

Au Canada, nous avons été désignés Marque de l'année par la revue Strategy et Marque à la plus grande valeur par Brand Finance. Notre marque est de plus en plus un avantage qui nous précède à l'extérieur du Canada. La situation d'aujourd'hui nous offre davantage de débouchés alors que les clients réévaluent leurs relations bancaires traditionnelles et sont séduits par la vigueur, la stabilité et l'intégrité de RBC.

Notre marque n'est pas un logo ou une icône. Ce sont les personnes qui tiennent nos promesses et représentent RBC chaque jour. Ce sont les 74 000 employés bien informés, attentionnés pour nos clients et motivés qui nous aident à mériter le privilège d'être le premier choix de nos clients. Ils distinguent RBC comme une source exceptionnelle de conseils. Nos valeurs partagées de service, de travail d'équipe, de responsabilité, de diversité et d'intégrité guident nos comportements et nos décisions, nous motivent à être des chefs de file dans la diversité et l'inclusion et définissent ce que signifie être une entreprise citoyenne responsable.

Au nom de notre Conseil d'administration et de mes collègues de l'équipe de direction, j'aimerais remercier tous nos employés de par le monde pour leur solide rendement et leur travail assidu en 2011. J'aimerais aussi remercier nos 16 millions de clients de nous faire confiance en nous confiant de plus en plus de leurs affaires. Et j'aimerais exprimer notre reconnaissance à nos actionnaires pour votre confiance et votre soutien continu.

C'est un honneur que de travailler avec vous tous pour faire de RBC une société dont nous pouvons être fiers.